



## EDITORIAL

Avec la mondialisation de l'économie, chaque pays est appelé à assurer l'autosuffisance alimentaire de ses populations en termes (i) de soutien et/ou de promotion de la production locale ainsi que (ii) d'amélioration de l'apport qualitatif et quantitatif en aliments essentiels. Dans ce cadre, le problème d'alimentation reste épineux dans les pays en voie de développement d'autant plus que l'expansion démographique y entraîne la multiplication des bouches à nourrir pendant que (i) la production agricole est en baisse et que (ii) l'exode rural et le taux de chômage ne font qu'augmenter.

En République Démocratique du Congo, les différentes guerres qualifiées de libération, les conflits interethniques des vingt dernières années et les pillages afférents ont fortement détruit le tissu économique. Les secteurs agricole et pastoral ont été endommagés à 80 % entraînant ainsi un déclin des productions animale et végétale, une paupérisation croissante et une insécurité alimentaire des populations.

Depuis deux ans, un nouvel espoir de relancer le secteur agro-pastoral s'est levé. Cet espoir tient notamment à un éveil national des ressources humaines sur l'auto prise en charge, la volonté des politiques de régler les conflits et de reconstruire la Nation à partir des ressources locales. En effet, le vaste territoire national est caractérisé par une diversité climatique et des écosystèmes, des millions de ha de terres arables et très fertiles, des vastes étendues pâturables, une forêt vierge qui est un véritable réservoir de la biodiversité floristique et faunistique, un important réseau lacustre et hydrographique dont le potentiel halieutique et/ou de pêche est unique au monde.

En dépit de l'importance de ces ressources humaines et naturelles, la République Démocratique du Congo est classée parmi les pays les plus pauvres du monde. Certes, l'exploitation de ces potentialités nécessite l'appui des bailleurs de fonds et des organismes internationaux. Cependant, sa rationalisation suggère aussi et surtout la participation des scientifiques dans la définition des actions prioritaires à mener. C'est dans ce cadre que le numéro 6 de la revue *Parcours et Initiatives* présente ses dix huit articles qui comportent d'intéressantes informations scientifiques sur la production et la santé animales, sur la santé publique et sur la gestion sylvestre.

En ce qui concerne la production animale en effet, deux articles décrivent l'influence qu'ont certains paramètres de l'immunologie et de la reproduction des poissons sur le rendement piscicole. Les petits éleveurs qui placent dans le bétail leur espoir d'épargne et de source de revenus se retrouveront dans les quatre articles qui traitent de la production animale.

Il est admis que le bétail ne peut offrir le meilleur rendement que lorsque sa santé est bonne. C'est ainsi que six articles du présent numéro apportent d'importantes données épidémiologiques des principales maladies transmissibles par les tiques, des trypanosomoses africaines et des verminoses gastro-intestinales qui sévissent chez le bétail. C'est, en fait, à partir des connaissances

de la fréquence et de la répartition de ces pathologies que les déterminants sont caractérisés et mieux contrôlés pour un meilleur rendement des élevages.

Par ailleurs, des pistes de solution pratique à certaines préoccupations de la santé publique sont invoquées. Il s'agit notamment de la gestion nutritionnelle des bébés qui naissent avec un poids trop léger et de l'intégration professionnelle des personnes vivant avec handicap. La rubrique santé publique est aussi parfaitement illustrée par l'inventaire des maladies transmissibles entre l'homme et les animaux, les zoonoses qui sont des pathologies souvent négligées par les cliniciens et par les intervenants de la santé publique malgré que leur importance socio-économique soit indubitable.

Dans le même cadre, les études portant sur l'inventaire des ophidiens, la nuisance et le danger que représentent les rongeurs synanthropes en santé publique viennent témoigner d'une composante non productive de l'écosystème.

De nos jours, il est aussi admis que, malgré le passage de la vie nomade à celle sédentaire, l'homme continue à puiser de la forêt une partie non négligeable de ses aliments, médicaments et matériaux de construction et d'équipement. Faut-il encore que cette exploitation soit responsable, rationnelle et non destructive, notamment pour certaines essences végétales dont le renouvellement pose souvent de sérieux problèmes ! Dans le présent numéro de Parcours et Initiatives, cette problématique est abordée avec suffisamment de pertinence.

Alexis MAKUMYAVIRI M'PONDI  
*Professeur Ordinaire et Doyen de la  
Faculté de Médecine Vétérinaire*